



## 1<sup>er</sup> mai : le temps n'est pas à la fête mais aux revendications !

Le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs, est une journée de lutte du mouvement ouvrier qui tire ses origines dans le combat des travailleurs américains pour la journée de 8 heures le 1<sup>er</sup> mai 1886.

Certains pourront souligner que les périodes ne sont pas comparables, que les niveaux de vie sont différents, et pourtant...

D'autres diront que nous traversons une crise sanitaire d'une ampleur inégalée, que le moment n'est pas à revendiquer, et pourtant...

La France, une des plus grandes puissances économiques au monde, connaît une période d'inégalité grandissante et continue de la distribution des richesses. La crise sanitaire démontre elle-aussi que les plus touchés restent toujours les plus précaires.

Dans ce cadre, l'avenir des travailleurs ne peut trouver de sens qu'à travers l'action collective, donc avec les syndicats. Mais pas n'importe quel syndicat ! Des syndicats dont l'indépendance face aux pouvoirs publics et au patronat est statutaire, historique et reconnue.

Force Ouvrière a l'indépendance, la liberté et la laïcité dans son ADN. Les travailleurs lui accordent leur confiance depuis des décennies. Dans la Fonction publique de l'Etat, c'est la 1<sup>ère</sup> organisation syndicale représentative depuis la mise en place des élections en 2011.

C'est pourquoi, pour la FGF-FO, même dans cette période difficile, l'action syndicale doit s'intensifier et être porteuse d'espoir.

Il est urgent de rester au plus près des salariés, de développer une solidarité sans faille et encore davantage avec celles et ceux qui risquent de perdre leur emploi.

Le contexte actuel ne peut et ne doit en rien stopper nos revendications en faveur notamment :

- de la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice,
- de l'amélioration de la grille indiciaire et des carrières,
- de l'amélioration des conditions de travail en intégrant le télétravail,
- de l'arrêt des suppressions de postes,
- des créations de postes partout où cela est nécessaire,
- du développement des services publics garants de l'égalité d'accès des usagers et de leurs droits.

Avec la Confédération FO, nous continuons également d'exiger l'augmentation générale des salaires, le retrait de la réforme de l'assurance chômage et notre opposition à tout retour d'une éventuelle réforme des retraites d'un régime universel par points.

Le 1<sup>er</sup> mai est l'occasion de rappeler que, quel que soit le secteur dans lequel on travaille (public-privé), les travailleurs n'ont pas à payer la crise.

Pour la FGF-FO, ce 1<sup>er</sup> mai est un moment fort qui permet à tous les travailleurs, y compris ceux privés d'emploi, d'exprimer leur solidarité notamment au travers des initiatives prises au niveau des unions départementales Force Ouvrière.

Paris, le 26 avril 2021